

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES

ET DES PROCÉDURES PUBLIQUES

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES

ET DES INSTALLATIONS CLASSÉES

RC/AD/322

## ARRÊTÉ

n° 2014 290 - 0013 du 17 OCT. 2014

**portant mise en demeure à la société COVED à Aspach le Haut de se conformer aux dispositions relatives à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement**

**Le Préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le livre I, titre 7, du code de l'environnement et notamment ses articles L.171-7 et L.171-8 I,  
**VU** la circulaire ministérielle du 3 août 2007 relative aux installations classées et l'arrêt du Conseil d'Etat du 9 juillet 2007 sur la procédure de mise en demeure,  
**VU** l'arrêté préfectoral n°2007-075-18 du 19 mars 2007 portant autorisation à la société VIDOR d'exploiter et étendre ses activités (centre de tri) à Aspach le Haut,  
**VU** les actes administratifs antérieurement délivrés à la société VIDOR concernant l'exploitation du centre de tri et notamment l'arrêté n°2009-044-7 du 13 février 2009,  
**VU** le récépissé de changement d'exploitant du 5 février 2008 de la société VIDOR en société COVED pour l'exploitation du centre de tri,  
**VU** le rapport de l'inspection des installations classées daté du 8 octobre 2014,

**CONSIDERANT** que lors de la visite d'inspection du 19 septembre 2014, il a été constaté la présence de poussières au niveau des installations de tri sur le site, sur certaines conduites (chemins de câbles), sur des poutres métalliques, sur certaines surfaces horizontales, sur certaines machines électriques,

**CONSIDERANT** que les poussières sont issues du processus de tri de déchets plastiques/papiers/cartons, et donc sont potentiellement inflammables et susceptibles de générer une explosion ou de propager un incendie en cas d'ignition,

**CONSIDERANT** qu'un incendie, au regard de la nature des matières stockées dans le hangar (déchets de toutes natures) aurait des conséquences environnementales importantes (fumées toxiques, eaux polluées d'extinctions incendie),

**CONSIDERANT** que les prescriptions énoncées à l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 10 mars 2007 précisant que les installations doivent être maintenues propres et régulièrement nettoyées, ne sont pas respectées ;

**CONSIDERANT** les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement :  
*« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente*

*met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.»*,

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup>**

**Dans un délai de quinze jours**, la société COVED, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 1, rue Antoine Lavoisier à Saint-Quentin-En-Yvelines (78064) est mise en demeure, pour ses installations situées rue des Genêts à Aspach le Haut (68700), de respecter les prescriptions de l'article 14.7 de l'arrêté préfectoral n°2007-075-18 du 19 mars 2007 : «[...] Les installations doivent être maintenues propres et régulièrement nettoyées[...]»

Le nettoyage des poussières s'effectuera dans des conditions visant à limiter les risques engendrés sur les installations. En particulier, le nettoyage pour soufflage est prohibé.

### **Article 2**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'Environnement.

### **Article 3**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté seront à la charge de la société COVED.

### **Article 4**

Le Secrétaire général de la Préfecture du Haut-Rhin, la Sous-Préfète de Thann et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (service de l'inspection des Installations Classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à l'exploitant.

Fait à Colmar, le **17 OCT. 2014**  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général

  
Christophe MARX

#### **Délais et voie de recours**

(article R. 514-3-1 du Titre 1<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des Inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. de ces décisions.